

De nouvelles orientations stratégiques pour les forums sociaux ?

Christophe Ventura

Membre de l'association Mémoire des luttes (France)

Cet article fait suite, en l'actualisant, à celui publié en mars 2009 dans le numéro 47 de la revue Utopie critique après le FSM de Belém. Une version est disponible sur le site de Mémoire des luttes (« 2009 : un consensus altermondialiste à redéfinir » : [http://www.medelu.org/spip.php?article166 & var_recherche = christophe% 20ventura](http://www.medelu.org/spip.php?article166 & var_recherche = christophe%20ventura)).

Pour le 10^e anniversaire du Forum social mondial (FSM), deux rencontres ont été organisées au Brésil : la première à Porto Alegre, du 25 au 29 janvier ; l'autre à Salvador de Bahia, du 29 au 31. Elles s'inscrivaient dans le cadre d'une année d'actions comprenant des dizaines d'événements liés au processus des forums sociaux dans le monde entier.

À Porto Alegre, cinq ans après que le FSM y a été organisé pour la première fois, s'est tenue une série de séminaires internationaux, rassemblés sous le titre « 10 ans après, défis et propositions pour un autre monde possible ». Parallèlement étaient proposées près de 300 activités : rencontres, séminaires, ateliers, etc., auxquelles ont participé plus de 10 000 personnes.

L'État de Bahia, quant à lui, a accueilli le forum social mondial thématique « Dialogues, diversité culturelle et crise de civilisation ». Il s'agissait, entre autres, de préparer la prochaine édition du FSM 2011 à Dakar au Sénégal et de réfléchir plus spécifiquement à la question de l'articulation entre les forums et les gouvernements progressistes d'Amérique latine. Là aussi, plusieurs milliers de personnes ont participé à l'événement ¹.

Quelle a été la toile de fond internationale de ces moments de visibilité du mouvement altermondialiste ? L'année 2009 s'est terminée sur plusieurs constats. La crise du capitalisme est systémique, tout à la fois financière, économique, sociale, énergétique, environnementale et alimentaire. Elle n'est pas une récession de plus, mais l'aboutissement chaotique d'une phase de maximisation des profits (commencée dans les années 1970) basée sur la libéralisation des mouvements de capitaux, le développement du libre-échange et la mise en concurrence généralisée des systèmes fiscaux, sociaux et juridiques à l'échelle planétaire. D'où la compression généralisée des salaires et, pour les ménages, la nécessité du recours massif à l'emprunt.

Par le biais de ses « réformes » (déréglementation, libéralisation, privatisation de tous les secteurs d'activité y compris des services publics, baisse des impôts et des dépenses publiques et sociales, politiques monétaristes et d'équilibres budgétaires, etc.), cette phase néolibérale du capitalisme a organisé la mise en coupe réglée des États et de leurs institutions par les intérêts de la finance. Partout, l'action publique a été canalisée dans le sens de leurs profits privés ².

Avec la gestion de la crise financière qui a débuté à l'automne 2008, cette réalité a éclaté au grand jour. Aujourd'hui, en effet, aucun signe tangible n'indique au sein des élites décisionnaires une volonté de modifier le cours destructeur et insoutenable du capitalisme. Les gouvernements et les médias à leur botte, les dirigeants et « experts » des institutions financières internationales, les membres de l'oligarchie mondiale (opérateurs financiers, hyper-riches, etc.) n'ont aucune intention de remettre en cause un système d'exploitation qui leur procure l'abondance.

Aux États-Unis, le secteur financier a bloqué toute réforme susceptible de l'affecter sérieusement. Partout dans le monde, les États, privatisés et instrumentalisés au service de la sécurisation des intérêts financiers et des marchés, ont porté secours sans contreparties réelles aux acteurs de la globalisation économique et financière. Décrivant le phénomène en Europe, Ignacio Ramonet résume ainsi la situation : « [...] *Via* leurs banques centrales, [les États] ont prêté massivement, à des taux d'intérêt très faibles, aux banques privées en difficulté. Celles-ci ont utilisé ces masses d'argent bon marché pour prêter à leur tour, à des taux beaucoup plus élevés, aux familles, aux entreprises, aux spéculateurs... et aux États eux-mêmes. Faisant ainsi des profits exceptionnels. Conséquence : plusieurs États – la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne... – se retrouvent maintenant très lourdement endettés, affaiblis et attaqués par des acteurs financiers (banques, spéculateurs, etc.) largement responsables de la crise de 2008... que les États avaient contribué à sauver de la banqueroute. Des États contraints, de surcroît, d'imposer des plans d'austérité drastiques à leurs citoyens pour satisfaire les exigences des spéculateurs. Ce qui met en fureur des millions de salariés européens. » ³.

Sur le plan de la gestion de la crise climatique, l'échec préoccupant du Sommet de Copenhague confirme l'absence de volonté politique et l'incapacité des gouvernements à prendre la mesure des transformations économiques et sociales nécessaires. On assiste même au développement d'une idéologie de la réaction (ce que les médias appellent le courant des «climato-sceptiques») soutenue par les intérêts industriels.

Enfin, sur le terrain de la géopolitique des conflits et des impérialismes, les foyers de perturbation ne se réduisent pas et les violences se multiplient (Irak, Afghanistan, Proche-Orient, Pakistan, etc.).

On le voit, l'évolution radicale du contexte international est une donnée centrale à prendre en compte pour comprendre *la fonction* du «mouvement des mouvements», dix ans après son entrée fracassante dans le paysage politique et médiatique.

Dans la nouvelle période, quelles peuvent être ses contributions à l'émancipation? Le mouvement altermondialiste peut-il, à court et moyen termes, peser concrètement sur la marche du monde, alors que le processus des forums sociaux connaît une situation d'incertitude?

Processus unique de débats et de maillage pour des mouvements sociaux et citoyens issus du monde entier—dont la limite structurelle est cependant qu'il ne peut déboucher, en tant que tel, sur l'élaboration d'un projet politique—, il a, au bout de 10 éditions, déjà rempli une partie de son rôle historique. D'une part, il a fourni aux syndicats, partis, associations, ONG, etc., une nouvelle matrice intellectuelle pour décrypter l'évolution de la mondialisation néolibérale dans la dernière décennie. D'autre part, il a donné la possibilité à tous ces acteurs de construire de nouvelles formes d'internationalisme—thématiques et/ou sectorielles—par la constitution de réseaux qui développent leur propre agenda. Et ce, désormais, en dehors de la centralité du FSM.

Un des paradoxes de ce processus est, en effet, que beaucoup de ses acteurs se sont autonomisés par rapport à lui. De nouveaux réseaux internationaux, dans le champ syndical, partidaire ou associatif, se sont peu à peu créés ou consolidés au cours de ces dernières années: Forum de Sao Paulo, Confédération syndicale internationale, Forum mondial des alternatives, plates-formes thématiques d'ONG, etc. Et ce, notamment, grâce à leur passage ou leur immersion dans le FSM.

Le FSM doit continuer son œuvre, chercher à consolider sa fonction d'espace de convergences de toutes ces luttes et identités—une tâche décisive en raison de l'évolution décrite ci-dessus—, bâtir les conditions de l'émergence d'une «conscience collective»⁴ articulant pratiques sociales innovantes et développement d'un intellectuel collectif critique au niveau international. Ce dernier doit être capable d'incorporer les réflexions issues des nouveaux sujets culturels et sociaux (mouvements indigènes notamment) et de s'élargir géographiquement car de nombreuses parties du monde n'ont encore été que

très partiellement impliquées dans son développement. Mais—et cette tâche n'est pas moins déterminante pour son avenir—il doit également permettre la constitution de lignes d'actions plus avancées, notamment dans le champ politique. Le processus ne doit pas être indifférent à cette nécessité, alors que, conservant son statut de *référence commune*, il n'est plus le *centre unique* de la construction d'un nouveau sujet politico-social au niveau international.

Il est indéniable que cette réflexion fait désormais son chemin au sein des organisations et réseaux historiques du FSM. Depuis 2009 et le FSM de Belém, les débats, enfin, ne sont plus tabous sur la relation du Forum avec les forces politiques et les gouvernements progressistes d'Amérique latine.

Il faudra encore du temps pour dessiner les contours de ce que certains (dont l'auteur de ces lignes) ont appelé le «post-altermondialisme»⁵, mais les lignes bougent dans l'altermondialisme. La question est désormais de savoir comment construire un nouveau sujet politique et des instruments communs permettant l'émergence d'une nouvelle hégémonie face au capital. Le «mouvement des mouvements», fondé sur les principes de pluralisme, d'autonomie et de contre-pouvoir, ne doit-il pas envisager de nouvelles relations pérennes et constructives avec les forces et les institutions politiques qui inscrivent leurs actions dans la rupture avec le néolibéralisme?

La réponse viendra peut-être de la pratique. Il est en effet intéressant de remarquer que le Sommet des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-mère (20-22 avril 2010 à Cochabamba, Bolivie) a été proposé par le président Evo Morales, lui-même «formé» aux FSM dont il fut l'un des premiers animateurs dès le début des années 2000.

Le combat contre le réchauffement climatique va donc permettre de mettre en place une coordination internationale d'une ampleur et d'une nature inédites entre mouvements sociaux, syndicats, partis politiques, et gouvernements. Les présidents des pays de l'*Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique* (Alba) ont déjà répondu présent. De ce point de vue, la rencontre sera un événement dont il conviendra d'analyser attentivement les résultats.

Pour le sociologue Boaventura de Sousa Santos, «le FSM a joué un grand rôle dans la redéfinition de la politique lors de la dernière décennie. Dans un moment de crise du système des partis, les forums ont affirmé, avec raison, que les partis n'exerçaient pas le monopole de la représentation. Les mouvements sociaux et les organisations de la société civile sont toujours plus importants pour la construction d'un futur collectif. Mais, à la suite de ceci, plusieurs nouveaux ou anciens partis ont reconnu la fin de ce monopole : le *Movimiento al Socialismo* (MAS) en Bolivie, l'*Alianza País* en Équateur, et quelques forces en Europe. Ils sont présents dans les luttes sociales, s'allient aux mouvements, cherchent à développer de nouvelles relations. Comment répondre à cette nouvelle réalité? Devons-nous revenir à la vieille idée selon laquelle

les mouvements sont thématiques et les partis généralistes? Essayons-nous d'articuler les différentes formes de démocratie? Essayons-nous de combiner une nouvelle vision des démocraties représentative, participative et communautaire, des différents acteurs de chaque sphère pour voir comment créer des synergies entre diverses formes d'action pour la transformation sociale? Le FSM devrait être un espace pour ce débat.»⁶

L'expérience de Cochabamba favorisera-t-elle l'introduction d'un tel débat au sein du FSM? Une stratégie de transformation concrète pourrait passer, par exemple, par la mise en place, dans le cadre d'un fonctionnement à géométrie variable, de «plates-formes postnéolibérales»⁷ thématiques (nouvelle architecture financière internationale, paix, biens communs, services publics, etc.) réunissant, dans le respect de l'indépendance de chacun, mouvements sociaux/forces politiques/représentation de gouvernements (dont il conviendrait de déterminer la nature et le statut) autour de la construction d'un autre monde.

Dans ce cadre, des forums internationaux de bilan et d'action thématiques, portés par des composantes du mouvement altermondialiste et organisés avec les acteurs politiques et gouvernementaux progressistes, pourraient, en lien avec le processus du FSM, être envisagés dans un second temps.

Ces nouveaux espaces permettraient de développer une relation dialectique entre les mouvements et les acteurs institutionnels, et de provoquer une réflexion dynamique et pratique autour des questions clés qui se sont posées, à chaque période de l'histoire, à tous les mouvements d'émancipation: le pouvoir, sa conquête et sa transformation, la démocratie et sa construction politique, sociale et économique, etc.

Notes

1. Lire les chroniques «Du changement climatique au post-altermondialisme: chronique (partielle) des journées des 27 et 28 janvier 2010» (<http://www.medelu.org/spip.php?article333>) et «Commencé à Porto Alegre, le 10^e anniversaire du Forum social mondial s'achève à Salvador de Bahia» (<http://www.medelu.org/spip.php?article337>).
2. Lire James K. Galbraith, *L'État prédateur*, Seuil, Paris, 2009.
3. Lire Ignacio Ramonet, «La question sociale en Europe» sur le site de Mémoire des luttes: <http://www.medelu.org/spip.php?article394>) et dans *Le Monde diplomatique en español* (avril 2010).
4. Selon l'expression de François Houtart, membre du Conseil international du FSM et du Forum mondial des alternatives.
5. Lire le dossier consacré au colloque international du 26 janvier 2008 «Altermondialisme et post-altermondialisme» organisé par Mémoire des luttes et la revue *Utopie critique* (<http://www.medelu.org/spip.php?rubrique17>)
6. Entretien publié par IPS/Terra Viva/Others News le 18 février 2010: «FSM: ce qui a changé et ce qui manque encore comme changements» (<http://other-news.info/noticias/index.php?p=3306>).
7. Selon la formulation proposée par Emir Sader, membre du Conseil international du FSM et secrétaire général du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO).